



**Conseil des chefs  
de secrétariat  
pour la coordination**

Distr. générale  
28 avril 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Deuxième session ordinaire de 2020**  
New York (en ligne), le 6 novembre 2020

**Résumé des délibérations**

**Additif**

**Bâtir un avenir inclusif, durable et résilient avec les peuples  
autochtones : un appel à l'action**

L'annexe à la présente note contient le texte d'un document intitulé « Bâtir un avenir inclusif, durable et résilient avec les peuples autochtones : un appel à l'action ».



## Annexe

[Original : anglais et espagnol]

### **Bâtir un avenir inclusif, durable et résilient avec les peuples autochtones : un appel à l'action\***

---

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

# Bâtir un avenir inclusif, durable et résilient avec les peuples autochtones : un appel à l'action

Novembre 2020

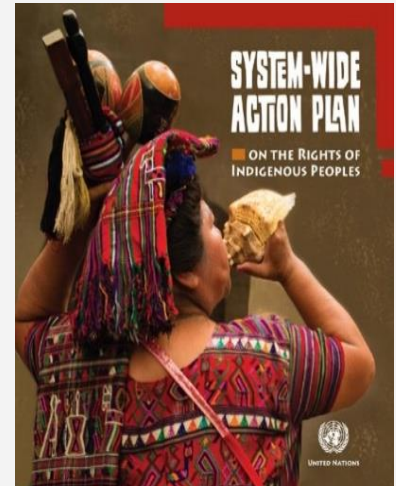


CONSEIL DES CHEFS DE  
SECRÉTARIAT DES ORGANISMES  
DES NATIONS UNIES POUR LA  
COORDINATION

## Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

À la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, tenue en 2014, l'Assemblée générale a demandé l'élaboration d'un plan d'action à l'échelle de l'ensemble du système en vue de garantir la cohérence de l'action menée pour réaliser les objectifs définis dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Après plusieurs mois de consultations avec les peuples autochtones, les États Membres et les entités du système des Nations Unies, le Secrétaire général a communiqué aux chefs des organismes des Nations Unies la version définitive du plan d'action à l'échelle du système lors de la deuxième session ordinaire de 2015 du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, tenue en novembre, et les a encouragés à cette occasion à travailler de concert pour appliquer le plan.



Le plan d'action à l'échelle du système définit six domaines d'action :

- » Mieux faire connaître la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et sensibiliser aux questions liées à ces peuples
- » Soutenir la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en particulier au niveau des pays
- » Appuyer la réalisation des droits des peuples autochtones dans la mise en œuvre et l'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030
- » Dresser un état des lieux des politiques, normes, lignes directrices et activités existantes et des ressources et capacités disponibles au sein du système des Nations Unies et du système multilatéral afin de recenser les possibilités et les lacunes
- » Renforcer les capacités des États, des peuples autochtones, de la société civile et du personnel de l'Organisation des Nations Unies à tous les niveaux
- » Favoriser la participation des peuples autochtones aux processus qui les concernent

Le plan d'action à l'échelle du système peut être téléchargé [ici](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=E/C.19/2016/5&Lang=F). Il est également possible de consulter le document officiel des Nations Unies (E/C.19/2016/5) qui comporte des liens vers les versions dans toutes les langues officielles de l'ONU [ici](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=E/C.19/2016/5&Lang=F) : [https://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=E/C.19/2016/5&Lang=F](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=E/C.19/2016/5&Lang=F).

## Historique

En 2020, le Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones a souhaité saisir l'occasion du cinquième anniversaire du plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones pour donner un nouveau souffle à ce dernier et renforcer l'action collective et concertée menée à l'échelle du système des Nations Unies en lançant un appel à l'action invitant à bâtir un avenir inclusif, durable et résilient avec les peuples autochtones. Le projet d'appel à l'action a été examiné et approuvé par le Comité de haut niveau sur les programmes, le principal mécanisme chargé d'assurer la cohérence des politiques et la

coordination des programmes s'agissant des questions stratégiques dont s'occupe le système des Nations Unies, à sa quarantième session, tenue en octobre 2020. L'appel à l'action a ensuite été approuvé en novembre 2020 par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, la plus ancienne et la plus importante instance de coordination du système des Nations Unies, qui réunit les chefs de secrétariat de 31 entités du système.



**Système des Nations Unies**  
Conseil des chefs de secrétariat  
pour la coordination (CCS)

[unsceb.org](https://unsceb.org)

## **Bâtir un avenir inclusif, durable et résilient avec les peuples autochtones : un appel à l'action**

1. Les droits des peuples autochtones suscitent un intérêt croissant au sein du système des Nations Unies, comme en témoignent divers éléments, depuis la création du Groupe de travail sur les populations autochtones en 1982 et la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169) de l'Organisation internationale du Travail (OIT), jusqu'à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007 et le document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones de 2014. Le plan d'action à l'échelle du système en vue de garantir la cohérence de l'action menée pour réaliser les objectifs définis dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (E/C.19/2016/5) a été élaboré en 2015 pour instaurer un cadre permettant d'évaluer les progrès accomplis dans l'action visant à faire progresser la réalisation des droits et du bien-être des plus de 476 millions de personnes autochtones dans le monde ainsi que l'appui fourni par le système des Nations Unies à cet égard<sup>1</sup>.
2. Toutefois, l'application de ces instruments juridiques internationaux et des cadres des Nations Unies a été inégale. Les peuples autochtones, en particulier les enfants, les jeunes, les filles et les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les migrants et les réfugiés, continuent d'être victimes d'une discrimination et d'une marginalisation généralisées, que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a encore aggravées. Le cinquième anniversaire du plan d'action à l'échelle du système sur les droits des peuples autochtones est l'occasion d'insuffler à ce dernier un nouveau souffle et de renforcer l'action collective et concertée menée à l'échelle du système des Nations Unies. La décennie 2022-2032 a été proclamée Décennie internationale des langues autochtones et est l'occasion d'appeler l'attention sur le risque de disparition des langues autochtones et sur l'impérieuse nécessité de préserver, de revitaliser et de promouvoir ces langues<sup>2</sup>.
3. Alors qu'ils représentent plus de 6,2 % de la population mondiale, les peuples autochtones sont près de trois fois plus susceptibles de vivre dans l'extrême pauvreté que les peuples non autochtones. Ils représentent près de 19 % des personnes extrêmement pauvres<sup>3</sup>. Les peuples autochtones ont été touchés de façon particulièrement dure par la pandémie de COVID-19 et ses conséquences<sup>4</sup> et sont souvent plus vulnérables face aux maladies infectieuses émergentes.
4. En outre, l'absence de reconnaissance juridique des peuples autochtones et de données ventilées les concernant a contribué à rendre ces peuples

invisibles et a aggravé la discrimination dont ils sont victimes. Cette situation exige que l'on redouble d'efforts pour remédier à l'héritage

néfaste des injustices historiques, de la discrimination et de l'assimilation dont les peuples autochtones ont été victimes au fil des siècles.

---

<sup>1</sup> Organisation internationale du Travail (OIT), *Application de la Convention n° 169 relative aux peuples indigènes et tribaux : pour un avenir inclusif, durable et juste* (Genève, 2019), p.13.

<sup>2</sup> Voir la résolution 74/135 de l'Assemblée générale, par. 24 et 25.

<sup>3</sup> *Application de la Convention n° 169 relative aux peuples indigènes et tribaux*, p.20.

<sup>4</sup> Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones, « Indigenous Peoples and COVID-19: A Guidance Note for the UN System », disponible à l'adresse [www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/covid-19.html](http://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/covid-19.html).

---

**Bâtir un avenir inclusif, durable et résilient avec les peuples autochtones : un appel à l'action -  
Novembre 2020**



5. Les femmes et les filles autochtones subissent des formes supplémentaires de discrimination et de vulnérabilité. Elles sont trois fois plus susceptibles de subir des actes de violence sexuelle que les femmes et filles non autochtones et sont particulièrement touchées par la dépossession et l'appropriation des terres à grande échelle, faute d'accès égal aux terres, aux territoires et aux ressources naturelles et de contrôle sur ces derniers, facteurs auxquels s'ajoutent le fait que leur mobilité, leur accès à la justice et leur pouvoir de décision sont limités tant au sein des foyers que dans les communautés (E/CN.6/2020/3, par. 278). Les répercussions négatives de la pandémie de COVID-19 sont venues aggraver ces vulnérabilités.
6. Le respect des droits des peuples autochtones doit aller de pair avec la participation significative de ces peuples, avec leur inclusion et avec la possibilité pour eux de prendre des décisions en connaissance de cause, en tant que membres égaux et à part entière de la société. Les peuples autochtones sont des partenaires et des acteurs indispensables à la réalisation des objectifs de développement durable. Leur compréhension des cycles de la nature, des moyens de subsistance et des systèmes alimentaires autochtones, ainsi que leur vision holistique du monde et leurs connaissances traditionnelles, transmises de génération en génération, contribuent à la protection de la biodiversité et à la lutte contre

les changements climatiques, qui sont des facteurs essentiels à la réussite du relèvement à long terme après la COVID-19. Les terres et territoires ancestraux des peuples autochtones sont ceux qui présentent la plus grande diversité sur le plan biologique et sont essentiels au maintien d'une planète diversifiée sur le plan culturel et sur le plan linguistique.

7. La façon dont les peuples autochtones ont fait face à la pandémie mondiale et l'initiative dont ils ont fait montre dans l'action visant à prévenir la propagation de la COVID-19 dans leurs communautés ont de nouveau démontré leur résilience face à l'adversité.
8. Pour être durables, la riposte à la COVID-19 et la relance consécutive doivent tenir compte des réalités qui sont celles des peuples autochtones, des menaces auxquelles ces peuples sont exposés et de leurs droits inaliénables. Les peuples autochtones risquent de faire face à une recrudescence des actes de persécution, d'intimidation et de harcèlement pendant que les gouvernements s'efforcent de reconstruire leurs économies.
9. Les mesures de riposte et de relèvement doivent également tenir compte du fait que les peuples autochtones, en particulier les femmes et les filles, sont touchés de manière disproportionnée par la pauvreté et le manque d'accès à la protection sociale, et que les cas de



suicide et d'automutilation sont beaucoup plus nombreux chez les enfants et les jeunes autochtones qu'au sein des populations non autochtones. Il convient d'inclure les peuples autochtones en tant que bénéficiaires des politiques publiques et des dispositifs de protection sociale conçus pour relancer l'économie et de tenir compte de leurs perspectives et de leurs droits lors de la conception et de la mise en œuvre du type d'assistance nécessaire.

10. Il est devenu fréquent que des peuples autochtones se retrouvent engagés dans des conflits concernant des terres, des territoires et des ressources. Les attaques visant des défenseurs des droits humains des peuples autochtones qui défendent les droits collectifs de ces peuples sur des terres, des territoires et des ressources, parmi lesquels figurent des défenseurs autochtones des droits environnementaux, ont augmenté de façon spectaculaire ces dernières années. En outre, il arrive souvent qu'en raison des conflits et des violations des droits humains persistants liés aux terres, des populations autochtones soient déplacées et dépossédées de leurs biens ; cela induit dans certains cas un risque accru d'apatridie, en particulier pour les peuples autochtones dont les terres ancestrales sont à cheval sur des frontières nationales.

11. Sous la direction du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, et suite à une demande

formulée par l'Assemblée générale, le plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones a été élaboré par le Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones, dans le but d'accroître la cohérence à l'échelle du système dans les activités que mène l'Organisation pour défendre les droits et le bien-être de ces peuples, y compris à l'appui des États Membres. Le plan prévoit un certain nombre de mesures spécifiques, concrètes et réalistes dans six domaines d'action. En novembre 2015, le plan d'action a été porté à l'attention du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), dont les membres ont été encouragés à soutenir son application dans leurs organisations respectives et à déployer des efforts concertés pour mener des activités de sensibilisation sur les questions concernant les peuples autochtones (CEB/2015/2, par. 58).

12. L'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général en 2020<sup>5</sup> et la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable constituent des occasions à ne pas rater pour progresser avec les peuples autochtones sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable ainsi que de celle des droits consacrés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. En outre, pour définir leurs programmes, les entités des Nations Unies

devraient s'inspirer des recommandations et des rapports émanant des mécanismes des Nations Unies se consacrant aux questions liées aux peuples autochtones, des organes conventionnels des droits humains des Nations Unies, de l'Examen périodique universel et des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et des organes de contrôle de l'OIT.

13. À l'issue de la réunion du Comité exécutif du 13 août 2020, le Secrétaire général a pris une série de décisions relatives aux peuples autochtones, qui prévoyaient notamment un renforcement du soutien fourni aux coordonnateurs résidents et aux équipes de pays des Nations Unies

dans le cadre de leurs échanges avec les peuples autochtones ; la conception d'une campagne de sensibilisation aux droits des peuples autochtones ; des mesures visant à s'assurer que les peuples autochtones sont associés aux décisions qui les concernent, notamment en ce qui concerne la riposte à la COVID-19 et le relèvement après celle-ci. Parmi ces décisions figuraient celle de renforcer l'action collective menée à l'échelle du système des Nations Unies pour soutenir les peuples autochtones moyennant la publication par le Comité de haut niveau sur les programmes et le CCS de l'appel à l'action en vue de bâtir un avenir inclusif, durable et résilient avec les peuples autochtones (décision 2020/57, 1 d) du Comité exécutif).

---

<sup>5</sup> « La plus haute aspiration : un appel à l'action en faveur des droits humains », remarques devant le Conseil des droits de l'homme, Genève, 24 février 2020. Texte disponible à l'adresse : [https://www.un.org/sg/sites/www.un.org.sg/files/atoms/files/La\\_plus\\_haute\\_aspiration\\_Un\\_appel\\_a\\_l%27action\\_en\\_faveur\\_des\\_droits\\_humains\\_French.pdf](https://www.un.org/sg/sites/www.un.org.sg/files/atoms/files/La_plus_haute_aspiration_Un_appel_a_l%27action_en_faveur_des_droits_humains_French.pdf).

---

---

## DE L'ENGAGEMENT À L'ACTION

---

14. Aujourd'hui, nous, membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, affirmons notre engagement à soutenir les États Membres dans la promotion, la protection et la réalisation des droits des peuples autochtones. À cette fin, dans le prolongement de l'appel à l'action en faveur des droits humains et dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable, nous redoublerons d'efforts pour mettre en œuvre le plan d'action à l'échelle du système sur les droits des peuples autochtones afin d'assurer une collaboration cohérente à l'échelle du système des Nations Unies qui permette de défendre les droits et le bien-être de ces peuples.

15. En vue d'appuyer et de renforcer nos efforts collectifs tout en tenant compte des mandats respectifs des organisations représentées au Conseil, nous, membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination :

a) Demandons au Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones de recueillir et d'analyser, avec la participation des peuples autochtones, les enseignements tirés de l'expérience et les bonnes

pratiques concernant les mesures prises par les entités des Nations Unies pour favoriser la réalisation des droits des peuples autochtones, et de formuler à l'intention du Comité des recommandations portant sur :

- i) les moyens d'intensifier les efforts de collaboration afin de renforcer la cohérence, l'homogénéité et l'impact des activités du système des Nations Unies en faveur de ces droits, comme le prévoit le plan d'action à l'échelle du système sur les droits des peuples autochtones ;
- ii) l'établissement d'indicateurs mesurables pour chacun des six domaines d'action du plan afin de garantir l'efficacité de la communication des informations et la bonne application du principe de responsabilité ;
- iii) les options envisageables pour permettre au système des Nations Unies de renforcer la coopération internationale afin d'accroître l'assistance technique et financière visant à favoriser la réalisation des droits des peuples autochtones et à élaborer des programmes culturellement appropriés ou à renforcer ceux qui existent pour aider les peuples autochtones à instaurer un développement socio-économique qui corresponde à leurs droits et à leurs priorités ;

- iv) les options envisageables pour permettre au système des Nations Unies de contribuer à la protection des défenseurs autochtones des droits de l'homme, parmi lesquels figurent les défenseurs autochtones des droits environnementaux, notamment des mesures visant à améliorer l'accès à l'information, à renforcer le dispositif de prévention, à garantir des recours en cas de violation et à consolider le soutien du système des Nations Unies aux efforts déployés par les pays pour régler les conflits auxquels des peuples autochtones sont parties, en tirant parti des mécanismes spécialisés de prévention et de médiation ;
- b) Demandons au Comité de présenter au Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination les enseignements tirés de l'expérience, les bonnes pratiques et les propositions visant à faciliter la mise en œuvre du plan d'action, et de communiquer également ces éléments au Groupe des Nations Unies pour le développement durable et à d'autres mécanismes interorganisations, le cas échéant ;
- c) Nous engageons de nouveau à faire en sorte que nos organisations respectives fournissent l'appui nécessaire aux coordonnateurs résidents et aux équipes de pays des Nations Unies, notamment par l'intermédiaire du Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones, à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre le plan d'action, en veillant en particulier à assurer une participation plus systématique des peuples autochtones aux processus des Nations Unies au niveau des pays, tels que les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, et à aider les États Membres à établir des institutions et des mécanismes permettant de consulter les peuples autochtones, ainsi qu'à assurer la participation effective des jeunes et des femmes autochtones, notamment dans le cadre du suivi et de l'examen des plans socioéconomiques de riposte face à la COVID-19 et de relèvement après celle-ci, et du suivi et de l'examen des objectifs de développement durable, et en comptant sur l'appui du Groupe des Nations Unies pour le développement durable à ces efforts ;
- d) Conscients de la nécessité pour le système des Nations Unies d'investir pour aider les pays à améliorer la ventilation des données relatives aux peuples autochtones, notamment en ce qui concerne la riposte face à la COVID-19, nous demandons au Comité des statisticiens en chef du système des Nations Unies de tenir compte de l'identité et de l'ethnicité autochtones dans ses efforts d'amélioration des données et des statistiques dans le but de soutenir les principes et les programmes des Nations Unies dans le cadre du Plan

d'action à l'échelle du système pour l'innovation dans le domaine des données et des statistiques des Nations Unies et au nom du principe consistant à ne laisser personne de côté (2.2.4) ;

- e) Engageons nos organisations respectives à garantir une participation plus systématique des peuples autochtones aux processus des Nations Unies, aux décennies et aux comités techniques des Nations Unies, ainsi qu'aux grandes réunions,

conférences et sommets internationaux des Nations Unies, notamment le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021<sup>6</sup>, la Conférence des Nations Unies sur les océans<sup>7</sup>, le processus consacré aux changements climatiques<sup>8</sup> et la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la COVID-19, en gardant à l'esprit les pratiques du forum politique de haut niveau pour le développement durable.

---

<sup>6</sup> Sommet sur les systèmes alimentaires 2021. Voir <https://www.un.org/fr/food-systems-summit>.

<sup>7</sup> Conférence des Nations Unies sur les océans, prévue à Lisbonne à une date qui sera annoncée ultérieurement. Voir [www.un.org/fr/conferences/ocean2020](http://www.un.org/fr/conferences/ocean2020).

<sup>8</sup> La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques se tiendra du 1<sup>er</sup> au 12 novembre 2021 à Glasgow en Écosse (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

---

**Bâtir un avenir inclusif, durable et résilient avec les peuples autochtones : un appel à l'action -  
Novembre 2020**